

## La déclaration du Président de la République est une honte

Selon l'Express de ce 5 décembre, Emmanuel Macron aurait déclaré devant les députés En Marche de la commission culture et éducation de l'Assemblée Nationale réunis à l'Élysée : « *L'audiovisuel public est la honte de la République.* »

Cette déclaration est une insulte pour les personnels, les téléspectateurs et les programmes de l'audiovisuel public.

Cette stratégie du dénigrement s'inscrit dans une volonté affirmée de saccage économique et de reprise en main politique de l'audiovisuel public. « *Une fois nommés, les intéressés n'ont de compte à rendre à personne* » peut-on lire dans l'article de l'Express à propos des dirigeants des entreprises publiques.

M. Macron rêve-t-il d'un-e technocrate aux ordres pour chapeauter tout l'audiovisuel public, comme la Loi annoncée pour 2018 pourrait lui permettre de le faire ? Ou se rêve-t-il lui aussi, comme un certain Nicolas Sarkozy, comme directeur des programmes de France télévisions ?

L'audiovisuel public, encore sous le choc de la suppression des 80 M€ au budget 2018, dont 50 M€ rien que pour France télévisions, subit une nouvelle attaque, orchestrée au plus haut niveau de l'Etat.

Cette déclaration est d'autant plus mal ressentie qu'elle nie tous les efforts accomplis par les personnels depuis des années pour soutenir et enrichir une offre de programmes dont ils n'ont pas à rougir face « aux vendeurs de temps de cerveau humain disponible. »

Où trouve-t-on dans le paysage audiovisuel français des magazines d'investigation, des émissions politiques, une information au plus près des citoyens, des documentaires, du spectacle vivant, des fictions et des divertissements d'une telle qualité ?

M. Macron, qui s'exprime avec une telle violence, sait-il vraiment de quoi il parle ? Son objectif réel n'est-il pas simplement de réduire le nombre de chaînes publiques en supprimant des centaines d'emplois ? Face aux enjeux culturels, démocratiques, industriels qui se posent à l'audiovisuel public, on attend mieux du Président de la République que cette arrogance, indigne de sa fonction.

Paris, le 5 décembre 2017